
Table ronde dématérialisée « Rencontrez de jeunes élus municipaux », le jeudi 12 novembre, de 19h30 à 20h30

Les invités :

- Clément Chassain, conseiller municipal délégué à la ville numérique et nouvelles technologiques, de la ville Livry-Gargan (Seine-Saint-Denis), élu sans étiquette.
- Dahman Richter, conseiller municipal délégué au bien-être animal, et à la biodiversité de la ville de Nancy (Grand-Est), élu sous l'étiquette Europe-Écologie les Verts.
- Dorine Béna, conseillère municipale déléguée aux affaires juridiques, à l'implication des citoyens dans la vie publique et aux élections de la ville de Cugnaux (Occitanie), élue sous l'étiquette de La France Insoumise.
- Lucien Auneau, conseiller municipal de la ville de Échallat (Nouvelle-Aquitaine), élu sans étiquette.

Table ronde a été animée et modérée par Alexis, chargé de missions élections du Parlement des Etudiants.

Présentation des jeunes élus, de leur âge et de leur formation universitaire et engagement associatif.

Dorine : « Je suis élue à Cugnaux, une ville située proche de Toulouse. Je viens tout juste de fêter mes vingt-trois ans et je suis actuellement en master 2 Conseil Expertise et Communication à Sciences Po. Auparavant, j'ai effectué une licence de droit à l'Université de Toulouse-Capitole ».

Lucien : « J'ai vingt-quatre ans et je suis élu d'un petit village appelé Échallat (Nouvelle-Aquitaine). J'ai une formation universitaire juridique et je suis actuellement à l'université de Poitiers en droit public ».

Dahman : « J'ai 22 ans, en master 1 Histoire et je suis élu délégué au bien-être animal et à la biodiversité de la ville de Nancy (Lorraine).

Clément : « J'ai 21 ans, j'ai fait une double licence droit-histoire à l'université Assas Sorbonne puis je me suis spécialisé en droit public à Assas. Je suis délégué au numérique de la ville de Livry-Gargan. En terme d'engagement associatif, je suis trésorier à la section Assas du Parlement des Étudiants ».

L'engagement politique : comment est-il né ? A-t-il bénéficié d'un déclic, d'une présence particulière d'un militant ? Est-ce les aléas de la vie qui vous ont conduit à vous présenter à une élection ?

Dahman : « Cela fait maintenant quatre ans que je suis engagé. Cela a commencé en 2016 quand je suis arrivé en première année de licence d'histoire au moment de l'élection présidentielle. Ce événement clé dans notre vie politique républicaine nous pousse à nous politiser. J'ai commencé à me sensibiliser sur internet, à situer mes idées dans le panel des partis politiques, à m'identifier à un mouvement ou à une idéologie particulière. J'avais compris que j'étais plutôt de gauche et j'ai découvert les candidats. C'est sur Mélenchon que mon choix s'était arrêté, dépassant les préjugés et approfondissant les arguments et les idées de son programme. Ensuite, il s'est trouvé que dans ma promotion d'histoire, il y avait une personne membre du parti de France Insoumise et m'a contacté pour rejoindre le parti. A l'époque, j'étais assez réservé et timide concernant le militantisme. La première réunion consistait à partager un bon moment autour des boissons. Les premiers tracts dans la rue sont marquants et formateurs dans la vie d'un militant. J'ai aucun regret. Je tiens à préciser qu'avant d'adhérer au parti France Insoumise, j'avais adhéré à l'UNEF (n.d.l.r : Union Nationale des Etudiantes Français) ».

Clément : « J'ai toujours eu un goût pour la politique. C'est à 18 ans que mon engagement s'est concrétisé en adhérant à vox.org. L'objectif était de faire un tour de France pour comprendre pourquoi les jeunes boudaient les votes. On faisait des sensibilisations dans les collèges et dans les lycées. J'ai pris le goût de la prise de parole devant les collégiens et les lycéens. Puis, dans le cadre de ma formation universitaire, j'ai décidé de réaliser mon stage auprès du maire de ma ville, Livry-Gargan. Je participais au travail du maire et j'ai pu

observer et relever son expertise, l'accompagner dans son travail de terrain en tant que maire. Cela m'a donné envie de le soutenir. Dans le cadre d'une prise de rendez-vous, on s'est concertés pour mon rôle de chargé de communication dans la campagne. J'ai pu m'investir, militer avec des tracts, communiquer et rentrer en contact avec les administrés sur les réseaux sociaux. Au fur et à mesure, il m'a proposé de me mettre sur la liste électorale. C'est la rencontre avec mon maire qui a été fondamentale dans mon engagement politique ».

Dorine : « Je me suis politisée dès la loi El Komri, en 2016. Cela a débouché sur les présidentielles. C'est le meilleur moment pour se politiser et militer. Au début, je militais auprès de mon cercle d'ami.e.s avec le programme de France Insoumise. Au bout d'un moment, j'ai décidé d'étendre mon militantisme et atteindre d'autres personnes en faisant du porte-à-porte, en distribuant des tracts, en collant des affiches. Je regardais sur internet, j'ai rejoint le groupe de ma vie et, deux jours après, j'étais sur le marché pour tracter. Je rejoins ce qui a été dit par Dahman : le premier tract est un challenge, un défi car nous devons convaincre avec des personnes inconnues. Nous sommes identifiés comme parti et non comme un individu. Nous portons l'image du parti et nous devons la défendre. Les débuts du militantisme ne sont pas évidents. Pour mon engagement, personne ne m'a donné le déclic. Dès que j'ai eu l'âge pour comprendre, je me suis intéressée et je me suis engagée. Depuis la présidentielle, cela va faire cinq ans que je milite pour un parti politique ».

Lucien : « Depuis tout petit, je suis toujours passionné par la politique avec la volonté de protéger les gens. En 2012, je soutenais Mélenchon et j'étais orienté vers l'extrême-gauche. En rencontrant François Hollande, j'avais décidé de militer pour son parti dans la sphère privée et locale. Puis, les attentats de Paris m'ont fait sortir de la gauche et de l'extrême-gauche. Lors de la campagne présidentielle de 2017, quelqu'un m'a informé qu'Emmanuel Macron était à la recherche de jeunes pour être référent des jeunes de La République en Marche en Charente. J'appréciais Emmanuel Macron et son programme et j'ai décidé d'en être le référent. On a fait beaucoup de tractage et de militantisme. Paradoxalement, depuis que je suis élu, je ne suis plus tout politisé et je me présente même sans étiquette ».

Dans tous vos témoignages, vous parlez de vos premiers tractages. Est-ce qu'à un moment donné dans vos engagements politiques, on vous a mis en face de vous votre âge comme possible obstacle ?

Dorine : « C'est une remarque que je continue à avoir et qui s'est accentuée depuis mon élection. La première fois que j'ai fait face à ces remarques, c'est quand j'étais assesseur (dans les bureaux de vote). Il y avait que des retraités de droite et moi, j'arrivais à mes 18 ans sous l'étiquette de France Insoumise. Ils me sortaient des remarques telles que « Dès que tu grandiras, tu comprendras ». Querelle partisane et côté paternaliste qui est récurrent à la mairie, les agents appellent les autres élus « monsieur, madame » et on ne m'appelle que par mon prénom. Ce lien plus familier entre moi et les gens qu'avec les autres élus est palpable. Le chef de la police municipale m'appelle "Jeune fille ». Il y a des côtés méprisants et paternels. En internet, il est fréquent qu'en interne, dans l'équipe, ma parole porte moins que certains et mon étiquette fait que l'on m'écoute moins car catégoriser dans un parti politique contestataire avec mon âge. Je me sens moins audible du fait de mon âge ».

Clément : « Pas du tout la même expérience. On ne me l'a jamais reproché. J'ai toujours eu la sensation d'être écouté, avec les idées pour le programme. Je n'ai jamais eu un sentiment d'infériorité qui faisait que mon âge me réduisait à ce statut. Dans les réunions, j'essayais de m'en sortir avec mes études juridiques que certains élus n'ont pas cette expertise juridique malgré leur expérience et leur âge. Parallèlement, je me sens moins à l'aise que d'autres du fait de mon âge et de mon manque d'assurance et d'expérience comme la prise de parole dans les commissions, dans les réunions municipales. Mais ce n'est pas réduit à mon âge mais à mon peu d'expérience en tant que jeune élu ».

Dahman : « Comme Clément, je n'ai jamais ressenti qu'on me rabaissait à cause de mon âge, au contraire, c'était mélioratif. On m'a toujours écouté. Cela a été toujours positif chez moi, je suis le plus jeune conseiller municipal et c'est régulièrement rappelé dans les conseils municipaux. Personnellement, cela m'est arrivé de me demander si je suis vraiment à ma place. Il y a sous-jacent un syndrome de l'imposteur avec ces interrogations (est-ce vraiment de l'ordre de mes compétences ? Ai-je assez d'expérience ? Ai-je ma voix ?). Justement, le fait qu'on se pose cette question, cela souligne qu'il y a un manque accru de jeunes en politique. Or, ils ont leur place et, de mon point de vue, cela ne devrait pas être déroutant. Les jeunes ont aussi leur mot à dire ».

Lucien : « C'est un condensé de tout. Dans le militantisme, problème de faux argument en exploitant et utilisant notre âge contre nous pour nous décrédibiliser (la figure de l'étudiant qui est éloigné de la réalité du

monde du travail, des « Grands »). À part ce problème de faux-argument, il y avait le côté mélioratif car la jeunesse est force d'initiative et d'énergie ».

Qu'est-ce-qu'il s'est passé dans votre tête le soir où vous avez été élu ? Qu'est-ce-que vous avez pensé ? Quelle est la première personne à laquelle vous avez pensé le soir des résultats ?

Clément : « Comme tout le monde, de la joie, une sorte de récompense après six mois de travail acharné. Une fois la chose concrète, on explose de joie mais de manière retenue. Car le soir des résultats, l'opposition est présente. Sportif, j'ai appris qu'il fallait respecter l'adversaire et contenir sa joie, faire preuve d'humilité. La situation sanitaire actuelle fait qu'on n'a pas pu le fêter comme les autres victoires précédentes puisqu'il n'y avait pas d'accolades possibles. Mes parents ont été les premiers à en être informés des résultats. Il était minuit et ils étaient à moitié endormis ».

Dahman : « J'étais sur un autre monde le soir des résultats. C'était une soirée atypique et singulière car il n'y avait pas d'opposition et il y avait peu de suspens. On savait que notre victoire était assurée sans surprise. Psychologiquement, j'étais préparé. Nous étions tous heureux car cela faisait soixante-dix ans que la ville de Nancy était sous la couleur de la droite. L'émotion est venue le jour de l'insolation du conseil municipal dans ce grand salon de l'hôtel de ville qui ressemble au Château de Versailles. J'ai ressenti ce poids politique, cette attente et cette responsabilité politique. Là, à ce moment à, l'émotion est venue aux yeux. Et la première personne à qui j'ai pensé le soir des résultats a été ma mère ».

Lucien : « C'est différent car nous avons qu'une seule liste. Nous étions quasiment sûrs d'être élus. La veille, l'ancien maire nous avait présenté le budget. Nous étions déjà préparés. Le soir des élections, j'étais très heureux. Mais j'étais de garde chez les pompiers voire en intervention. Je n'ai pas trop de souvenir le soir où 'on avait gagné car je travaillais et j'étais ailleurs. Je n'ai pas pu me rendre au dépouillement mais il est vrai que le jour de l'installation du conseil municipal est toujours un moment solennel et émouvant. Dans les petites communes, on sent la responsabilité et que nous n'avons pas le droit à l'erreur ».

Dorine : « Je rejoins ce qui a déjà été dit. Ce que j'ai d'abord ressenti, c'est de la fierté. Cela faisait quatre ans que le parti essayait des défaites et cette victoire a été une grande surprise pour le parti, les militants et pour les élus. Nous étions dans un contexte différent de Lucien car cinq listes s'affrontaient dans une ambiance agressive voire belliqueuse. A la proclamation des résultats, nous avons été humbles puis la joie a explosé comme symbole de la libération, celle d'une pression subie pendant toute cette campagne sous haute tension émotionnelle. C'était sans doute immature, je l'avoue. Le lendemain, c'est le retour de la réalité pour travailler et faire la passation. Tracter et être élu, ce sont deux choses différentes. Pour les résultats, mes parents me harcelaient mais j'étais tellement prise dans une faveur politique que j'avais omis de les prévenir ».

Nous sommes à 4 mois des élections. Que s'est-il passé pendant ces 100 jours ? Comment épousez-vous cette nouvelle fonction en tant qu'élue ? Pourquoi avez-vous reçu les délégations attribuées ? Comment vous vous en portez après quatre mois de votre première élection ?

Dahman : « Concernant la délégation, je l'avais demandée. À l'origine, je ne suis pas un militant animiste important mais c'est une question fondamentale qui ne devait pas être négligée. Je voulais une délégation politique où était possible de faire des avancées. Les premiers temps du mandat sont très soutenus et rythmés entre la victoire, la passation, l'installation du conseil municipal, la découverte des lieux et des services, des associations. Ce premier temps est celui de la découverte très enrichissante tant que le plan professionnel que personnel et la prise de contact avec les associations. Cette phase, si douce soit-elle, cesse rapidement avec l'accumulation des dossiers. A Nancy, la population et ses attentes était une source de pression pour nous puisqu'on devait se montrer effectif dans les 100 premiers jours, tenir notre engagement et assurer notre crédibilité. Tout l'été, un travail d'engagement politique a été fait sans relâche par le conseil municipal avec une densité de travail, de rencontres. Cela a été une période fantastique qui a pris fin avec le deuxième confinement. Cela a été un moment de grâce. Les 100 premiers jours ont été exceptionnels ».

Lucien : « À Échallat, l'activité principale est de s'occuper des chevaux échappés, d'enlever les nids de frelons. Mise à part part les réunions du conseil municipal et les réunions de commissions, on a créé le journal municipal. Dans une petite communauté de commune, à part les réunions, le travail n'est pas à temps plein. Une secrétaire de mairie est présente et le travail est plus dans les champs ».

Clément : « Délégué au numérique, j'ai toujours eu la volonté de me dévouer aux nouvelles technologies et de développer cette politique publique du numérique pour évincer cette fracture nationale entre ceux qui

n'utilisent pas le numérique et ceux qui y en ont accès. Il faut aussi avoir à l'esprit l'enjeu environnemental. J'essaye de développer une application pour la ville, je m'occupe de la fibre. À l'extérieur, je me charge de la question de la 4G puis de la 5G (c'est un enjeu à venir). J'ai eu l'occasion d'avoir des rendez-vous avec les présidents de SFR et de Bouygues pour l'implantation des antennes. Cela renvoie avec la difficile compatibilité entre antenne et écoles. Il y a un système de négociation qui se met en place. Dans les conseils d'école, il faut représenter la commune, essayer de la défendre même quand elle ne fait pas son travail et faire remonter l'information. J'ai eu un petit temps d'adaptation et j'ai eu du mal à voir la transition entre la campagne et la prise de fonctions en rencontrant les services, les associations. Pour moi, le maire doit être entouré des services techniques pour opérer. C'est une collaboration entre les services et les élus qui sont les moteurs clés dans l'élaboration et le développement de projets novateurs urbanistiques ».

Dorine : « Je suis conseillère municipale aux affaires juridiques relatives à la démocratie participative. C'était un souhait de ma part et je travaille en binôme avec un référent du fait de mes études et de mes aspirations politiques pour renouer la vie politique. À Cugnax, on a une expérience particulière. Notre maire avait été mis dans une situation de maire empêché et cela n'a pas été simple. Pour la délégation propre, aucun service affilié à la démocratie participative établis et les débuts ont été confus car il a fallu mettre les choses en place. Le temps d'adaptation passé, cela demande du temps. C'est chronophage avec les réunions, les commissions. De plus, notre majorité est réduite car il y avait 5 listes lors du second tour. Les délégations sont plus importantes et les dossiers plus difficiles à gérer. C'est usant parfois. Le fait qu'on soit jeune fait qu'on veut monter les projets rapidement et que cela se concrétise. Or, ce n'est pas aussi simple car il faut respecter un processus. La frustration est une bonne source de motivation ».

Temps d'échange avec le public

• Vos études ont-ils joué un rôle clé dans votre engagement ?

Daham : « Quand je suis arrivé à la faculté, j'ai commencé à me politiser. Oui, cela a joué un rôle. Je fais des études d'histoire. On a l'habitude de parler d'histoire locale, d'histoire politique et la culture générale est centrale chez certaines personnes. Quand on fait de l'histoire, cela amène à être fasciné par ces questions politiques. On a envie d'être engagé, sans doute pour laisser un héritage, nous sommes fascinés par les événements historiques. Mes études m'ont aidé. Beaucoup se demande pourquoi les jeunes étaient aussi peu nombreux en candidats lors des élections municipales. Il y a plus facteurs explicatifs : tout d'abord, les études et la difficile corrélation entre vie étudiante, le coût de la vie étudiante, le projet professionnel et la réussite universitaire. De plus, certains étudiants s'installent dans une ville par rapport à un choix précis concernant une faculté et une école. Peu décident de s'établir dans une ville après l'obtention leur baccalauréat et nombreux sont ceux qui partent ailleurs après la fin de leurs études. L'instabilité de la vie étudiante fait qu'elle constitue un frein chez certains dans l'engagement politique et dans l'engagement d'un mandat à échelle municipale (mandat qui dure six ans) ».

Clément : « L'histoire donne la volonté d'agir et développe chez les étudiants en histoire la capacité de prise de recul sur les choses. L'histoire politique a une grande utilité pour la culture générale. Le droit m'a rendu sensible sur les questions de souveraineté. On m'a donné la chance d'appliquer mes compétences et d'avoir une crédibilité ».

Une question qui s'adresse au parcours de Clément : quel conseil donneriez-vous à quiconque désirant réaliser un stage au sein du siège exécutif de sa ville ?

Clément : « J'ai commencé par le service juridique pour un stage avec mon maire dans le cadre de ma formation juridique. Puis, j'ai postulé au cabinet pour avoir l'aspect politique. Si c'est dans le projet professionnel et dans notre ville, envoyer un courrier est toujours bien reçu. Le cabinet du maire est toujours ouvert à toute implication de la part d'un étudiant pour sa ville ».

Brice demande quelle a été votre plus grande surprise en prenant la responsabilité d'élus ?

Lucien : « J'ai eu deux mauvaises surprises. Je pensais bien maîtriser les finances locales or, un pan des finances locales est plus simple que sur les bancs de la faculté. Et les vicissitudes à l'accès au numérique est l'autre mauvaise surprise. En effet, la fibre aurait dû être installée depuis un an et nous sommes toujours sans fibre dans la commune ».

Dorine : « Pour moi, c'était le caractère individuel des réclamations et les doléances (un trou devant mon portail, par exemple). La plupart des mécontentements est très technique et individuelle. Or, nous sommes jeunes et on pense révolutionner les choses en rétablissant de la justice sociale. C'est ce qui m'a le plus surprise à mon arrivée ».

Clément : « Pour ma part, cela concernait l'opposition et ses interrogations sur des choses futiles, sur des détails qui font perdurer les réunions jusqu'à deux heures du matin ».

Dahman : « Ma surprise à mon arrivée est l'absence des anciens élus majoritaires soulignée par les citoyens et fonctionnaires de la ville. J'étais étonné car le mandat que l'on reçoit nous pousse à rendre des comptes aux citoyens, à s'en tenir à nos responsabilités et à nos engagements. Or, être absent pendant un mandat, c'est discrédité la politique, le vote accordé par le citoyen à cet élu et à l'ensemble de la classe politique. On est fier de la ville et nous sommes conscients des choses à faire. Et les anciens élus n'ont pas fait grand chose. J'étais triste pour eux, de me dire qu'ils ont eu la chance d'être élus dans une ville comme Nancy et qu'ils n'ont laissé aucune trace ».

Une question pour Dorine : le fait d'être une femme influence-t-il la considération du conseil municipal à ton égard ?

Dorine : « Oui, être une femme ne m'aide pas. C'est un long débat. C'est triste à le constater. Et mon âge amplifie la chose. Je reçois de temps à autre infantilisant et cela renvoie aux rapports de la société entre les hommes et les femmes. Pour revenir sur mon discours négatif à l'égard sur les hommes, je ne suis pas dans un baigne concernant mon âge. Les remarques déplacées sur mon âge sont assez rares et heureusement ! Mais les faits sont là : il y a un choix genré dans l'attribution des commissions et des délégations (l'éducation et le social vers les femmes, la sécurité vers les hommes).

Existe-t-il des éléments qui vous font d'ores et déjà doutés sur votre vie d'élus ?

Dorine : « Il y a deux jours de cela, j'ai eu l'expérience d'une réunion aux débats houleux. Fréquemment, à l'issue d'une grande réunion, on peut se quereller en interne pour des désaccords concernant une orientation ou une décision politique. Dans notre cas, il y a des gens de tous les horizons de la gauche et de l'extrême-gauche. Une fois cette force réunie, le consensus n'est simple et c'est un travail de longue haleine. Les choix qui nous sont évidents ne le sont pas pour nos alliés politiques. Pourtant, il faut accepter ce débat car il constitue la vie démocratique. Mais les batailles internes sont usantes ».

Dahman : « Je suis sorti de l'illusion suivante : détenir des arguments suffit pour convaincre. Or, on aura beau avoir les arguments les plus solides, on n'aura jamais la totalité des ralliements de notre côté. On a beau passer du temps à expliquer notre manière de pensée, il y aura toujours des oppositions et des réfractions. Cela m'attriste un peu. L'autre chose est l'étiquette collée à l'élu comme personne malhonnête. Nous ne sommes pas là pour trahir les gens. Il faut s'habituer et il ne faut pas rester candide au cours de notre mandat.

Lucien : « Je n'ai pas été confronté à un évènement qui m'aurait poussé à m'interroger sur mon engagement politique. Je suis dans une commune très calme à la différence de Dorine ou de Dahman. Je rejoins Dorine sur la répartition genrée des postes encore trop présente ».

Clément : « Je trouve que les guerres internes ne sont pas utiles et participent plus à discréditer la commune plutôt qu'à renforcer le débat démocratique. Je rejoins Dahman, on a sensation d'être considérés comme des traîtres, des hommes corrompus et oisifs parce qu'on est élus et qu'on a un engagement politique. On le rappelle : nous sommes là pour notre commune et qu'on a reçu la compétence pour réaliser un programme ».

Constat d'un manque d'investissement dans la vie démocratique de la part des jeunes. Selon vous, quelles sont les mesures à prendre pour lutter contre le détachement voire la méfiance des jeunes vis-à-vis de la politique et pensez-vous que les jeunes ont une connaissance solide de l'échelon municipal ?

Dahman : « C'est le moment de placer une mesure gauchiste (rire). Cela rejoint à ce qu'on avait évoqué précédemment sur l'engagement des jeunes. Ils ne savent pas de quoi leur futur est fait additionné aux problèmes des subsistances (travail étudiant). Dans une petite commune ou moyenne commune, l'indemnité est quasi absente. Or, les étudiants ont pour priorité leurs études. Si on veut solutionner l'engagement des jeunes, il faut réfléchir sur les moyens possibles qui pourraient les investir davantage dans la vie politique. L'extension du RSA pour les 18-25 ans, allocation d'autonomie sont des solutions favorables à ce que les

jeunes passent moins de temps à chercher à financer leur étude et à se concentrer sur la vie politique de leur ville. Pour moi, la question de l'engagement de la jeunesse en politique est corroborée à la question de la subsistance. Cela fait parti d'un même système ».

Clément : « Je suis parfaitement d'accord avec le constat qui vient d'être établi. De mon point de vue, il faut donner ou re-donner le goût pour l'engagement civique aux jeunes à travers des C.M.J dans les milieux urbains et ruraux. Dans mon cas, nous développons une Assemblée de Jeunes Citoyens des 16 à 25 ans. L'objectif est de faire collaborer les jeunes citoyens avec les élus en partenariat avec les services pour que leurs idées soient représentées. Par exemple, le programme culturel n'est pas adapté aux jeunes et si une Assemblée peut attirer les jeunes, ils peuvent être incités à participer à la vie communale et entraînerait par la suite à une participation plus large ».

Dorine : « Je rejoins le constat de Dahman et le rejoins sur la proposition porté concernant l'extension du RSA des 18-25 ans. Toutefois, nous constatons qu'il y a une lacune dans la communication avec les jeunes. On n'arrive pas à les atteindre et nous manquons d'outils. Nous avons tous une page Facebook de la ville mais les jeunes ne sont pas intéressés. Dans notre cas, on a accès sur la recherche de levier pour entrer en contact avec eux. Et pour engager les jeunes, il faut les inclure dans la prise de décision d'où l'inclusion dans la construction de la politique publique de la ville, soutenir la création d'Assemblées évoquées par Clément sur le modèle des C.M.J et d'autres modèles pour viser un autre public (18-25 ans). Pour réussir à les inclure dans ces cadres, il faut les chercher et cela passe par une politique de communication et par une offre alléchante ».

Les 100 premiers jours donnent-ils l'envie de participer à des élections plus grandes (législatives, départementales et régionales) ?

Clément : « Participer aux élections communales m'a donné un goût pour les élections. Je pense aux élections prochaines. Niveau communal, l'âge n'est pas obstacle ou un frein comparant aux autres élections (départementales, régionales). Personnellement, je pense attendre et d'ici les prochaines départementales, je pense m'y appliquer dans ces élections, éventuellement ».

Dahman : « Je viens tout juste d'être élu au conseil municipal, il faut que j'apprenne et je ne veux pas m'éparpiller, réussir mes études. Je pense que l'engagement politique se poursuit tout au long d'une vie. L'engagement politique ne s'est pas arrêté depuis mon élection et il se poursuivra après mon mandat. La vie me dira si j'aurais un autre mandat si les gens le veulent. Je ne dis pas non si j'estime si mon mandat est réussi ».

Lucien : « Dans une petite commune, c'est peu politisé et les échelons de décentralisation supérieure sont rarement évoqués. Cela ne pousse pas à se présenter. L'élection la plus importante pour les communes en milieu rural sont les sénatoriales car on peut y voter. C'est elle la plus attrayante et le mandat de l'élu local ne poussera pas à d'autres élections pour ma part.

Pour revenir sur le sujet des jeunes, pour les élections nationales, ils sont difficiles de les atteindre mais à l'échelon communal, ils sont proches des élus avec les lieux de rencontre et de débats comme les cafés ou les restaurants. Le débat se fait autour d'une boisson, c'est plus intimiste et familial comme mode de débat et d'échange politique ».

Dorine : « Chaque chose en son temps, je pense. D'abord réaliser son mandat correctement. Le fait d'être élu ouvre quelques portes minimales soit dans le parti soit dans la situation locale. Le cumul des mandats n'est pas ma culture. Je n'ai pas envie d'être prématurée dans mes propos ».

Question : Avez-vous gardé des liens avec vos anciens co-listiés qui n'ont pas été élus ? Peuvent-ils encore influencer vos choix dans vos discussions au sein du groupe majoritaire ?

Dorine : « Nous avons gardé des liens. On passe à des réunions de 33 à 23. Le lien s'est cassé, on est obligé de s'éloigner mais on fait tout pour garder un lien proche pour des raisons affectives et politiques. Affective d'une part car ils ont été des personnes proches pendant la campagne municipale et politique d'autre part car ils sont aussi légitimes que nous (participation à l'écriture du programme et à la promotion de certaines idées), ils constituent de véritables relais avec la population. Les idées prônées sont légitimes et ils sont de temps à autre inclus dans les réunions. C'est une dizaine de personnes convaincues qui constituent un socle et un poids politique important.

Dahman : « Personnellement, j'ai gardé contact avec certains anciens co-listiés. Certains composent le bureau d'Europe Ecologie Les Verts à Nancy. Certains sont là pour soutenir la liste que pour être des militants. Certains sont des associatifs et sont des partenaires voire des collaborateurs dans le travail. Ils constituent un réseau de travail.

Clément : « Dans ma ville, nous avons ouvert des bureaux « Municipale Projet » dans lesquels sont intégrés celles et ceux qui nous ont soutenus et aidés dans la campagne municipale. Ils ont l'opportunité de poursuivre leur investissement politique dans la commune. Leur présence est importante voire fondamentale. Nous écoutons leur avis comme si ils faisaient partie de l'équipe.

Comment rédigez-vous les arrêtés de maire ?

Lucien : « Dans ma commune, la personne la plus importante est la secrétaire de mairie. Elle rédige tous les actes officiels que le maire impose son accord après nous avoir écouté. En tant que juriste, on nous demande des précisions mais le travail de la secrétaire de mairie est remarquable. C'est l'administration communale est fondamentale chez nous ».

Dahman : « Dans les grandes villes nous avons une armée de fonctionnaires, au service de la population. Ils rédigent les délibérations. Le service juridique s'occupe de la légalité des propos. Nous nous occupons du fond, des idées ».

Dorine : « Il y a un vrai service juridique qui fait un travail remarquable notamment sur les arrêts. Le chef de service des délibérations soumet aux élus les arrêts. Une commune ne peut fonctionner que grâce aux fonctionnaires. Ils réalisent tous les rédactions chronophages avec les arrêts, les délibérations, les reports au S.V.C.T. C'est un travail pénible. Le côté élu est très protocolaire ».

Clément : « Cela revient à mes propos concernant la place des services et de la relation avec l' élu. Sans des services et des fonctionnaires, un élu est démuni. Il doit travailler main dans la main avec ces services notamment sur les questions juridiques pour évincer tout contentieux juridiques futures vis-à-vis de l'opposition. Il faut que nos déclarations et arrêts soient conformes aux normes juridiques. En arrivant en commission et au conseil municipal, il faut avoir une délibération incontestable pour soutenir nos projets ».

Nous remercions au temps consacré de nos intervenants de cette table-ronde, jeunes élus, à notre jeune publique sur Zoom et espère que l'expérience de jeunes élus municipaux puisse inspirer de futures ambitions politiques.